Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

- Règlement (CE) n° 2425/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive 1
- * Règlement (CE) n° 2426/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 1727/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en produits céréaliers des Açores et de Madère et établissant le bilan d'approvisionnement prévisionnel 4
- * Règlement (CE) n° 2427/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 1728/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en produits céréaliers des îles Canaries et établissant le bilan d'approvisionnement prévisionnel 6
- * Règlement (CE) n° 2428/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 2175/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des îles Canaries en produits du secteur des fruits et légumes transformés, et déterminant le bilan d'approvisionnement pour la période du 1^{er} octobre au 30 novembre 1994 ... 8
- * Règlement (CE) n° 2429/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, concernant les importations de certains produits transformés à base de champignons originaires des pays tiers 10
- * Règlement (CE) n° 2430/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 2999/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement de Madère en produits du secteur des fruits et légumes transformés, et déterminant le bilan d'approvisionnement pour la période du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1995 12
- * Règlement (CE) n° 2431/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant le niveau des seuils d'intervention des oranges, des mandarines, des satsumas et des clémentines pour la campagne 1994/1995 14

- * **Règlement (CE) n° 2432/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 1609/88 en ce qui concerne la date limite d'entrée en stock du beurre vendu au titre des règlements (CEE) n° 3143/85 et (CEE) n° 570/88** 15
- Règlement (CE) n° 2433/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 16
- Règlement (CE) n° 2434/94 de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 18

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Commission

94/663/CE :

- * **Décision de la Commission, du 21 septembre 1994, relative à une procédure d'application de l'article 85 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE (IV/34.600 — Night Services)⁽¹⁾** 20

94/664/CE :

- * **Décision de la Commission, du 27 septembre 1994, modifiant certaines informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CEE) n° 55/87 établissant la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres autorisés à pêcher à l'aide de chaluts à perches dans certaines zones côtières de la Communauté** 27

94/665/CE :

- * **Décision de la Commission, du 27 septembre 1994, modifiant certaines informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 3438/93 établissant pour 1994 la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres, autorisés à pêcher la sole dans certaines zones de la Communauté à l'aide de chaluts à perches dont la longueur totale dépasse neuf mètres** 30

Rectificatifs

- * **Rectificatif à la directive 94/36/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1994, concernant les colorants destinés à être employés dans les denrées alimentaires (JO n° L 237 du 10.9.1994.)** 33

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 2425/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3179/93⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1514/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive d'Algérie⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) 1900/92⁽⁴⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1521/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive du Maroc⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1901/92⁽⁶⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1508/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive de Tunisie⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 413/86⁽⁸⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1180/77 du Conseil, du 17 mai 1977, relatif à l'importation dans la Communauté de certains produits agricoles originaires de Turquie⁽⁹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1902/92⁽¹⁰⁾, et notamment son article 10 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1620/77 du Conseil, du 18 juillet 1977, relatif aux importations d'huile d'olive du Liban⁽¹¹⁾,

considérant que, par son règlement (CEE) n° 3131/78⁽¹²⁾, modifié par l'acte d'adhésion de la Grèce, la Commission a décidé le recours à la procédure d'adjudication pour la fixation des prélèvements pour l'huile d'olive ;

considérant que l'article 3 du règlement (CEE) n° 2751/78 du Conseil, du 23 novembre 1978, arrêtant les règles générales relatives au régime de fixation par voie d'adjudication du prélèvement à l'importation d'huile d'olive⁽¹³⁾, prévoit que le taux du prélèvement minimal doit être fixé pour chacun des produits concernés sur la base d'un examen de la situation du marché mondial et du marché communautaire, ainsi que des taux de prélèvements indiqués par les soumissionnaires ;

considérant que, lors de la perception du prélèvement, il y a lieu de tenir compte des dispositions figurant dans les accords entre la Communauté et certains pays tiers ; que, notamment, le prélèvement applicable à ces pays doit être fixé en prenant comme base de calcul le prélèvement à percevoir pour les importations des autres pays tiers ;

considérant que, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE du Conseil, du 25 juillet 1991, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne⁽¹⁴⁾, les importations de produits originaires des pays et territoires d'outre-mer sont exemptes de prélèvement ;

considérant que l'application des modalités rappelées ci-avant aux taux de prélèvement présentés par les soumissionnaires les 3 et 4 octobre 1994 conduit à fixer les prélèvements minimaux comme il est indiqué à l'annexe I du présent règlement ;

considérant que le prélèvement à percevoir à l'importation des olives des codes NC 0709 90 39 et 0711 20 90 ainsi que des produits relevant des codes NC 1522 00 31, 1522 00 39 et 2306 90 19 doit être calculé à partir du prélèvement minimal applicable à la quantité d'huile d'olive contenue dans ces produits ; que, toutefois, pour les olives le prélèvement perçu ne peut être inférieur à un montant correspondant à 8 % de la valeur du produit

⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

⁽²⁾ JO n° L 285 du 20. 11. 1993, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 24.

⁽⁴⁾ JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 43.

⁽⁶⁾ JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 2.

⁽⁷⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 9.

⁽⁸⁾ JO n° L 48 du 26. 2. 1986, p. 1.

⁽⁹⁾ JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 3.

⁽¹¹⁾ JO n° L 181 du 21. 7. 1977, p. 4.

⁽¹²⁾ JO n° L 370 du 30. 12. 1978, p. 60.

⁽¹³⁾ JO n° L 331 du 28. 11. 1978, p. 6.

⁽¹⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1991, p. 1.

importé, ce montant étant fixé forfaitairement ; que l'application de ces dispositions conduit à fixer les prélèvements comme il est indiqué à l'annexe II du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation d'huile d'olive sont fixés à l'annexe I.

Article 2

Les prélèvements applicables à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive sont fixés à l'annexe II.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 7 octobre 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

ANNEXE I

Prélèvements minimaux à l'importation dans le secteur de l'huile d'olive (1)

(en écus / 100 kg)

Code NC	Pays tiers
1509 10 10	79,00 (2)
1509 10 90	79,00 (2)
1509 90 00	92,00 (2)
1510 00 10	77,00 (2)
1510 00 90	122,00 (4)

(1) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

(2) Pour les importations des huiles de ce code entièrement obtenues dans l'un des pays ci-dessous et directement transportées de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de :

- a) Liban : 0,60 écu par 100 kilogrammes ;
- b) Tunisie : 12,69 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée ;
- c) Turquie : 22,36 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée ;
- d) Algérie et Maroc : 24,78 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée.

(3) Pour les importations des huiles de ce code :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,86 écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,09 écus par 100 kilogrammes.

(4) Pour les importations des huiles de ce code :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 7,25 écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 5,80 écus par 100 kilogrammes.

ANNEXE II

Prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive (1)

(en écus / 100 kg)

Code NC	Pays tiers
0709 90 39	17,38
0711 20 90	17,38
1522 00 31	39,50
1522 00 39	63,20
2306 90 19	6,16

(1) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

RÈGLEMENT (CE) N° 2426/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 1727/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en produits céréaliers des Açores et de Madère et établissant le bilan d'approvisionnement prévisionnel

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1600/92 du Conseil, du 15 juin 1992, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des Açores et de Madère⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 1974/93 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 10,

considérant que, en application des dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1600/92, le règlement (CEE) n° 1727/92 de la Commission⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1740/94⁽⁴⁾, a établi, dans l'attente d'informations complémentaires à fournir par les autorités compétentes et afin d'assurer la continuité du régime d'approvisionnement spécifique, le bilan prévisionnel d'approvisionnement en produits céréaliers pour les Açores et pour Madère pour une période limitée aux mois de juillet, d'août et de septembre 1994, sur la base des quantités déterminées pour la campagne 1993/1994 ; que, ces informations ayant été reçues, il convient d'arrêter le bilan prévu à l'article 2 du règlement (CEE) n°

1600/92 pour la campagne 1994/1995 ; qu'il y a lieu, dès lors, de modifier l'annexe du règlement (CEE) n° 1727/92 ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 1727/92 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} juillet 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

(1) JO n° L 173 du 27. 6. 1992, p. 1.

(2) JO n° L 180 du 23. 7. 1993, p. 26.

(3) JO n° L 179 du 1. 7. 1992, p. 101.

(4) JO n° L 182 du 16. 7. 1994, p. 16.

ANNEXE

Bilan d'approvisionnement des Açores et de Madère en céréales pour la période de juillet 1994 à juin 1995

(en tonnes)

Désignation des marchandises	Codes NC	Açores	Madère
Blé tendre panifiable	1001 90	34 000	23 000
Blé fourrager	1001 90	2 000	2 000
Orge	1003	46 000	7 000
Blé dur	1001 10	3 000	7 000
Maïs	1005	64 000	35 000
Malt	1107	1 000	2 200
Total		150 000	76 200

RÈGLEMENT (CE) N° 2427/94 DE LA COMMISSION**du 6 octobre 1994****modifiant le règlement (CEE) n° 1728/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en produits céréaliers des îles Canaries et établissant le bilan d'approvisionnement prévisionnel**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil, du 15 juin 1992, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1974/93 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 3 paragraphe 4,

considérant que, en application des dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1601/92, le règlement (CEE) n° 1728/92 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1740/94 ⁽⁴⁾, a établi, dans l'attente des conclusions à tirer de l'examen des informations complémentaires fournies par les autorités compétentes et pour assurer la continuité du régime d'approvisionnement spécifique, le bilan prévisionnel d'approvisionnement en produits céréaliers pour les îles Canaries pour une période limitée aux mois de juillet, d'août et de septembre 1994, sur la base des quantités déterminées pour la campagne 1993/1994; que, pour les mêmes raisons, il convient d'arrêter le bilan prévu à l'article 2 du

règlement (CEE) n° 1601/92 pour les mois d'octobre et de novembre 1994, sur la base des quantités déterminées pour la campagne 1993/1994; qu'il y a lieu, dès lors, de modifier l'annexe du règlement (CEE) n° 1728/92;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 1728/92 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} octobre 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 173 du 27. 6. 1992, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 23. 7. 1993, p. 26.

⁽³⁾ JO n° L 179 du 1. 7. 1992, p. 104.

⁽⁴⁾ JO n° L 182 du 16. 7. 1994, p. 16.

ANNEXE

Bilan d'approvisionnement des îles Canaries en céréales pour les mois d'octobre et de novembre 1994

(en tonnes)

Désignation des marchandises	Codes NC	Canaries
Blé tendre	1001 90	25 667
Blé dur	1001 10	667
Orge	1003	3 167
Avoine	1004	167
Maïs	1005	30 000
Semoules de blé dur	1103 11 10	717
Semoules de maïs	1103 13	3 333
Semoules d'autres céréales	1103 19	200
Pellets	1103 21 à 1103 29	250
Malt	1107	2 750
Total		66 918

RÈGLEMENT (CE) N° 2428/94 DE LA COMMISSION**du 6 octobre 1994****modifiant le règlement (CEE) n° 2175/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des îles Canaries en produits du secteur des fruits et légumes transformés, et déterminant le bilan d'approvisionnement pour la période du 1^{er} octobre au 30 novembre 1994**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil, du 15 juin 1992, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1974/93 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 3 paragraphe 4,

considérant que les quantités de produits qui bénéficient du régime spécifique d'approvisionnement sont déterminées dans le cadre de bilans prévisionnels établis périodiquement et révisables en fonction des besoins essentiels des marchés et en prenant en considération les productions locales et les courants d'échanges traditionnels ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2175/92 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1848/94 ⁽⁴⁾, a arrêté les modalités d'application du régime d'approvisionnement des îles Canaries en fruits et légumes transformés, ainsi que le bilan prévisionnel fixant les quantités qui peuvent bénéficier du régime spécifique d'approvisionnement pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 1994 ;

considérant que, dans l'attente des conclusions à tirer de l'examen des informations complémentaires fournies par

les autorités compétentes, et afin d'assurer la continuité du régime d'approvisionnement spécifique, il convient d'arrêter le bilan prévu à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1601/92 pour une période limitée à deux mois sur base des quantités déterminées pour la campagne 1993/1994 ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits transformés à base de fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe I du règlement (CEE) n° 2175/92 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.Il est applicable à partir du 1^{er} octobre 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 173 du 27. 6. 1992, p. 13.⁽²⁾ JO n° L 180 du 23. 7. 1993, p. 26.⁽³⁾ JO n° L 217 du 31. 7. 1992, p. 67.⁽⁴⁾ JO n° L 192 du 28. 7. 1994, p. 21.

ANNEXE

« ANNEXE I

Bilan prévisionnel d'approvisionnement des îles Canaries en produits du secteur des produits transformés à base de fruits et légumes pour la période du 1^{er} octobre au 30 novembre 1994

(en tonnes)

Codes NC	Désignation des marchandises	Quantité
Partie I		
2007 99	Préparations autres qu'homogénéisées et comprenant des fruits autres que les agrumes	500
Partie II		
2008	Fruits et légumes et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs :	
2008 20	– Ananas	400
2008 30	– Agrumes	83
2008 40	– Poires	267
2008 50	– Abricots	37
2008 70	– Pêches	1 267
2008 80	– Fraises	17
	– autres, y compris les mélanges, à l'exception de ceux du n° 2008 19 :	
2008 92	– – Mélanges	275
2008 99	– – autres que cœurs de palmiers et mélanges	108
		2 454

RÈGLEMENT (CE) N° 2429/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

concernant les importations de certains produits transformés à base de champignons originaires des pays tiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1796/81 du Conseil, du 30 juin 1981, relatif aux mesures applicables à l'importation de champignons de l'espèce *Agaricus* spp. relevant des codes NC 0711 90 40, 2003 10 20 et 2003 10 30 ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1112/92 ⁽²⁾, et notamment son article 6,

considérant que l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1796/81 prévoit que la quantité à importer en exemption du montant supplémentaire doit être répartie entre les pays fournisseurs en tenant compte des courants d'échanges traditionnels et des nouveaux fournisseurs ;

considérant que l'article 3 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1707/90 de la Commission, du 22 juin 1990, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1796/81 en ce qui concerne les importations de champignons originaires des pays tiers ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1901/94 ⁽⁴⁾, a réparti entre les pays fournisseurs la quantité à importer en exemption du montant supplémentaire ; que l'article 3 paragraphe 1 dudit règlement a prévu la possibilité de réviser la répartition sur base des certificats octroyés durant le premier semestre de l'année en cause ; que le bilan des certificats délivrés au 30 juin 1994 est de nature à justifier une nouvelle répartition de cette quantité pour l'année en cours ;

considérant que le règlement (CE) n° 1415/94 de la Commission, du 21 juin 1994, concernant la délivrance

des certificats d'importation pour certains produits transformés à base de champignons originaires de Chine ⁽⁵⁾ a suspendu la délivrance des certificats pouvant bénéficier de l'exonération du montant supplémentaire prévu à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1796/81 ; qu'il convient d'abroger ledit règlement ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits transformés à base de fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Jusqu'au 31 décembre 1994, la répartition de la quantité globale fixée à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1796/81 et figurant à l'annexe I du règlement (CEE) n° 1707/90 est révisée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le règlement (CE) n° 1415/94 est abrogé.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 183 du 4. 7. 1981, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 117 du 1. 5. 1992, p. 98.

⁽³⁾ JO n° L 158 du 23. 6. 1990, p. 34.

⁽⁴⁾ JO n° L 194 du 29. 7. 1994, p. 15.

⁽⁵⁾ JO n° L 155 du 22. 6. 1994, p. 1.

ANNEXE

« ANNEXE I

(en tonnes)

Pays fournisseur	Quantité
Pologne	31 080
Chine	27 630
Corée du Sud	50
T'ai-wan	100
Autres	1 000 »

RÈGLEMENT (CE) N° 2430/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 2999/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement de Madère en produits du secteur des fruits et légumes transformés, et déterminant le bilan d'approvisionnement pour la période du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1995

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1600/92 du Conseil, du 15 juin 1992, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des Açores et de Madère ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1974/93 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 10,

considérant que les quantités de produits qui bénéficient du régime spécifique d'approvisionnement sont déterminées dans le cadre de bilans prévisionnels établis périodiquement et révisables en fonction des besoins essentiels des marchés et en prenant en considération les productions locales et les courants d'échanges traditionnels ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2999/92 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1846/94 de la Commission ⁽⁴⁾, a arrêté les modalités d'application du régime d'approvisionnement de Madère en fruits et légumes transformés ainsi que le bilan prévisionnel fixant les quantités qui peuvent bénéficier du régime spécifique d'approvisionnement pour la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 1994 ;

considérant que l'évaluation des besoins du marché de Madère pour la période du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1995 conduit à l'établissement d'un bilan prévisionnel d'approvisionnement conformément à l'annexe ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits transformés à base de fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 2999/92 est remplacée par celle du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 173 du 27. 6. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 23. 7. 1993, p. 26.

⁽³⁾ JO n° L 301 du 17. 10. 1992, p. 7.

⁽⁴⁾ JO n° L 192 du 28. 7. 1994, p. 18.

ANNEXE

Bilan prévisionnel d'approvisionnement de Matière en produits du secteur des produits transformés à base de fruits et légumes pour la période du 1^{er} juillet 1994 au 30 juin 1995

(en tonnes)

Codes NC	Désignation des marchandises	Quantités
2008	Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs :	
2008 20	– Ananas	300
2008 30	– Agrumes	40
2008 40	– Poires	80
2008 60	– Cerises	60
2008 70	– Pêches	300
	– autres, y compris les mélanges, à l'exception de ceux du n° 2008 19 :	
2008 92	– – Mélanges	50
2008 99	– – autres que cœurs de palmiers et mélanges	30
	Total	860

RÈGLEMENT (CE) N° 2431/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

fixant le niveau des seuils d'intervention des oranges, des mandarines, des satsumas et des clémentines pour la campagne 1994/1995

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1035/72 du Conseil, du 18 mai 1972, portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3669/93⁽²⁾, et notamment son article 16 *bis* paragraphe 5 et son article 16 *ter* paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 2240/88 du Conseil, du 19 juillet 1988, fixant, en ce qui concerne les pêches, les citrons et les oranges, les règles d'application de l'article 16 *ter* du règlement (CEE) n° 1035/72 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1623/91⁽⁴⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 3,considérant que, en application de l'article 1^{er} paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2240/88, le seuil d'intervention des oranges est égal, à partir de la campagne 1991/1992, à 10 % de la moyenne de la production, destinée à la consommation à l'état frais, des cinq dernières campagnes pour lesquelles des données sont disponibles ; que, toutefois, en application de l'article 9 du règlement (CE) n° 3119/93 du Conseil, du 8 novembre 1993, établissant des mesures spéciales pour favoriser le recours à la transformation de certains agrumes⁽⁵⁾, le seuil des oranges ainsi calculé doit être augmenté d'une quantité égale à la moyenne des quantités d'oranges pour lesquelles une compensation financière a été versée pendant les campagnes 1984/1985 à 1988/1989 incluses ;considérant que, en application de l'article 16 *bis* paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1035/72, les seuils d'intervention des mandarines, des satsumas et des clémentines sont égaux, à partir de la campagne 1991/1992, à 10 % de la moyenne de la production, destinée à la

consommation à l'état frais, des cinq dernières campagnes pour lesquelles des données sont disponibles ; que, toutefois, en application de l'article 9 du règlement (CE) n° 3119/93 précité, d'une part, les quantités de mandarines et de clémentines livrées à la transformation dans le cadre de ce même règlement sont assimilées à une production destinée à la consommation à l'état frais pour la fixation des seuils d'intervention de ces produits et que d'autre part, le seuil des satsumas calculé comme indiqué ci-dessus doit être augmenté d'une quantité égale à la moyenne des quantités des satsumas pour lesquelles une compensation financière a été versée pendant les campagnes 1989/1990 à 1991/1992 incluses ;

considérant qu'il convient de fixer les seuils d'intervention des produits en cause pour la campagne 1994/1995, en application des dispositions précitées ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le niveau des seuils d'intervention des oranges, des mandarines, des satsumas et des clémentines pour la campagne 1994/1995 est fixé comme suit :

— oranges :	1 179 900 tonnes,
— mandarines :	36 300 tonnes,
— satsumas :	177 200 tonnes,
— clémentines :	130 600 tonnes.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 118 du 20. 5. 1972, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 338 du 31. 12. 1993, p. 26.⁽³⁾ JO n° L 198 du 26. 7. 1988, p. 9.⁽⁴⁾ JO n° L 150 du 15. 6. 1991, p. 8.⁽⁵⁾ JO n° L 279 du 12. 11. 1993, p. 17.

RÈGLEMENT (CE) N° 2432/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 1609/88 en ce qui concerne la date limite d'entrée en stock du beurre vendu au titre des règlements (CEE) n° 3143/85 et (CEE) n° 570/88

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1880/94⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2045/91⁽⁴⁾, et notamment son article 7 *bis*,

considérant que, aux termes de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3143/85 de la Commission, du 11 novembre 1985, relatif à l'écoulement à prix réduit de beurre d'intervention destiné à la consommation directe sous forme de beurre concentré⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1970/94⁽⁶⁾, le beurre mis en vente doit être entré en stock avant une date à déterminer; que la même procédure est suivie pour la vente de beurre dans le cadre du régime prévu par le règlement (CEE) n° 570/88 de la Commission, du 16 février 1988, relatif à la vente à prix réduit de beurre et à l'octroi d'une aide à la crème, au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3049/93⁽⁸⁾;

considérant qu'il convient, compte tenu de l'évolution des stocks de beurre et des quantités disponibles, de modifier

les dates qui figurent à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1609/88 de la Commission⁽⁹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2285/94⁽¹⁰⁾, lequel fixe les dates limites d'entrée en stock du beurre vendu au titre des règlements (CEE) n° 3143/85 et (CEE) n° 570/88;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1609/88 les premier et deuxième alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« Le beurre visé à l'article 1^{er} paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 3143/85 doit être entré en stock avant le 1^{er} novembre 1992.

Le beurre visé à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 570/88 doit être entré en stock avant le 1^{er} novembre 1992. »

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 197 du 30. 7. 1994, p. 21.

⁽³⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 187 du 13. 7. 1991, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 298 du 12. 11. 1985, p. 9.

⁽⁶⁾ JO n° L 198 du 30. 7. 1994, p. 112.

⁽⁷⁾ JO n° L 55 du 1. 3. 1988, p. 31.

⁽⁸⁾ JO n° L 273 du 5. 11. 1993, p. 7.

⁽⁹⁾ JO n° L 143 du 10. 6. 1988, p. 23.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 248 du 23. 9. 1994, p. 7.

RÈGLEMENT (CE) N° 2433/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1866/94⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 5 et son article 11 paragraphe 3,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93⁽⁴⁾,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CE) n° 1937/94 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de rete-

nir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de marché, constaté au cours de la période de référence du 5 octobre 1994 en ce qui concerne les monnaies flottantes ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 1937/94 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 1766/92 sont fixés en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 7 octobre 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 197 du 30. 7. 1994, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.

⁽⁵⁾ JO n° L 198 du 30. 7. 1994, p. 36.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus / t)

Code NC	Pays tiers (*)
0709 90 60	92,47 ⁽²⁾ ⁽³⁾
0712 90 19	92,47 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1001 10 00	17,99 ⁽¹⁾ ⁽⁵⁾ ⁽¹¹⁾
1001 90 91	56,56
1001 90 99	56,56 ⁽⁹⁾ ⁽¹¹⁾
1002 00 00	106,39 ⁽⁶⁾
1003 00 10	91,75
1003 00 90	91,75 ⁽⁹⁾
1004 00 00	91,89
1005 10 90	92,47 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1005 90 00	92,47 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1007 00 90	95,54 ⁽⁴⁾
1008 10 00	32,08 ⁽⁹⁾
1008 20 00	39,63 ⁽⁴⁾ ⁽⁹⁾
1008 30 00	2,91 ⁽⁵⁾
1008 90 10	(7)
1008 90 90	2,91
1101 00 00	118,98 ⁽⁹⁾
1102 10 00	186,95
1103 11 10	62,68
1103 11 90	140,74
1107 10 11	111,56
1107 10 19	86,10
1107 10 91	174,20 ⁽¹⁰⁾
1107 10 99	132,91 ⁽⁹⁾
1107 20 00	153,09 ⁽¹⁰⁾

(1) Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(2) Conformément au règlement (CEE) n° 715/90, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et importés directement dans les départements français d'outre-mer.

(3) Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

(4) Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est perçu conformément au règlement (CEE) n° 715/90.

(5) Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(6) Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1902/92 (JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 3), et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22), modifié par le règlement (CEE) n° 560/91 (JO n° L 62 du 8. 3. 1991, p. 26).

(7) Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

(8) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

(9) Les produits relevant de ce code importés dans le cadre des accords conclus entre la Pologne et la Hongrie et la Communauté et dans le cadre des accords intérimaires entre la République tchèque, la République slovaque, la Bulgarie et la Roumanie et la Communauté et pour lesquels est présenté un certificat EUR 1, délivré dans les conditions prévues dans les règlements (CE) n° 121/94 ou (CE) n° 335/94 sont soumis aux prélèvements repris à l'annexe desdits règlements.

(10) En vertu du règlement (CEE) n° 1180/77 du Conseil, ce prélèvement est diminué de 5,44 écus par tonne pour les produits originaires de Turquie.

(11) Le prélèvement pour les produits relevant de ces codes, impartis dans le cadre du règlement (CE) n° 774/94, est limité dans les conditions prévues dans ce règlement.

RÈGLEMENT (CE) N° 2434/94 DE LA COMMISSION

du 6 octobre 1994

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1866/94⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93⁽⁴⁾,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CE) n° 1938/94 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de

marché, constaté au cours de la période de référence du 5 octobre 1994 en ce qui concerne les monnaies flottantes ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour l'importation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 1766/92 sont fixées en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 7 octobre 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 6 octobre 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 197 du 30. 7. 1994, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.

⁽⁵⁾ JO n° L 198 du 30. 7. 1994, p. 39.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 6 octobre 1994, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme
	10	11	12	1
0709 90 60	0	1,07	0	0
0712 90 19	0	1,07	0	0
1001 10 00	0	0	0	0
1001 90 91	0	0	0	12,92
1001 90 99	0	0	0	12,92
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0
1003 00 90	0	0	0	0
1004 00 00	0	0	0	0
1005 10 90	0	1,07	0	0
1005 90 00	0	1,07	0	0
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	0
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	0	0	18,09
1102 10 00	0	0	0	0
1103 11 10	0	0	0	0
1103 11 90	0	0	0	0

B. Malt

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme	4 ^e terme
	10	11	12	1	2
1107 10 11	0	0	0	23,00	23,00
1107 10 19	0	0	0	17,18	17,18
1107 10 91	0	0	0	0	0
1107 10 99	0	0	0	0	0
1107 20 00	0	0	0	0	0

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 21 septembre 1994

relative à une procédure d'application de l'article 85 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE

(IV/34.600 — Night Services)

(Les textes en langues allemande, anglaise, française et néerlandaise sont les seuls faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(94/663/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu l'accord relatif à l'Espace économique européen,

vu le règlement (CEE) n° 1017/68 du Conseil, du 19 juillet 1968, portant application des règles de concurrence aux secteurs des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable⁽¹⁾, modifié par l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son article 5,

vu la demande d'exemption au titre de l'article 5 du règlement (CEE) n° 1017/68 présentée, le 29 janvier 1993, pour des accords relatifs au transport ferroviaire de voyageurs par le tunnel sous la Manche,

vu la publication de l'essentiel du contenu de l'accord en cause⁽²⁾, conformément à l'article 12 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1017/68,

vu la décision de la Commission du 23 août 1993 de soulever des doutes sérieux au sens de l'article 12 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1017/68,

vu la publication donnant aux tiers intéressés l'occasion de réagir sur le projet de la Commission d'exempter l'accord⁽³⁾,

après consultation du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes dans le domaine des transports,

considérant ce qui suit :

I. LES FAITS

A. La notification

- (1) Le 29 janvier 1993, la Commission a reçu de European Night Services Limited (ENS), British Rail (BR), Deutsche Bundesbahn (DB), NV Nederlandse Spoorwegen (NS), de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) une demande de déclaration de non-applicabilité de l'article 2 du règlement (CEE) n° 1017/68, ou, à défaut, une exemption au titre de l'article 5 dudit règlement, pour des accords relatifs au transport ferroviaire de voyageurs par le tunnel sous la Manche.

⁽¹⁾ JO n° L 175 du 23. 7. 1968, p. 1.

⁽²⁾ JO n° C 149 du 29. 5. 1993, p. 10.

⁽³⁾ JO n° C 153 du 4. 6. 1994, p. 15.

B. Les parties en cause

- (2) BR, EPS, NS, DB, SNCF et SNCB sont des entreprises ferroviaires au sens de l'article 3 de la directive 91/440/CEE du Conseil ⁽¹⁾.
- (3) European Passenger Services (EPS) était, au moment de la notification, une filiale contrôlée à 100 % par BR. Depuis le 10 mai 1994, elle constitue une entreprise ferroviaire contrôlée par les pouvoirs publics britanniques. Celle-ci s'est substituée à BR pour la prestation des services de transport international de passagers. En même temps, la participation de BR dans ENS a été transférée à EPS.
- (4) German Rail UK Limited (GR UK) est une filiale à part entière de DB.
- (5) Transmanche Night Travel Limited (TNT) est une filiale à 100 % de France Rail, elle-même filiale à 100 % de la SNCF.
- (6) ENS est une entreprise commune constituée entre BR, désormais EPS, DB, NS et SNCF.

C. Les marchés

- (7) Les marchés en cause sont ceux du transport, d'une part d'hommes d'affaires, d'autre part de touristes, entre les destinations suivantes :
- Londres-Amsterdam,
 - Londres-Francfort/Dortmund,
 - Paris-Glasgow/Swansea,
 - Bruxelles-Glasgow/Plymouth.

D. Les accords en cause

- (8) Le premier accord porte sur la création d'ENS, *private company limited by shares*, constituée au Royaume-Uni, dont les actionnaires sont :
— EPS :	61,5 %
— TNT (SNCF) :	11,5 %
— GR UK (DB) :	13,5 %
— NS :	13,5 %.
- (9) ENS aura pour mission de fournir et d'exploiter des services de transport ferroviaire de nuit pour le transport de voyageurs entre la Grande-Bretagne et le Continent par le tunnel sous la Manche.

Il est prévu de mettre en service à partir de 1995/1996 un train par nuit, dans chaque direction sur chacun des itinéraires suivants :

- Londres-Amsterdam,
- Londres-Francfort/Dortmund,
- Paris-Glasgow/Swansea,
- Bruxelles-Glasgow/Plymouth.

- (10) Les services de nuit doivent répondre aux besoins de trois catégories de voyageurs :
- les hommes d'affaires, désirant avoir un lit confortable et un maximum d'intimité, une qualité et un service de haut niveau et des heures de départ et d'arrivée adaptées à leur activité,
 - les touristes, désirant un confort égal ou similaire à celui offert aux hommes d'affaires,
 - les touristes plus soucieux des prix et pouvant se contenter de sièges inclinables confortables conçus pour le voyage de nuit.
- (11) La seconde catégorie d'accords concerne des accords d'exploitation signés le 30 juin 1992 par ENS avec les entreprises ferroviaires parties à l'accord ENS ainsi qu'avec la SNCB.
- (12) En vertu des accords d'exploitation, ENS sera chargée de l'émission, sous son nom, de billets de train pour chaque itinéraire, et chacune des sociétés de chemins de fer concernées convient de lui fournir les services suivants :
- traction ferroviaire sur son réseau : fourniture de la locomotive, de l'équipage et du sillon horaire,
 - services de nettoyage à bord : nettoyage du matériel roulant utilisé, entretien des wagons-lits, opérations de terminal et personnel à bord,
 - entretien journalier : maintenance journalière, contrôles de sécurité, réparations d'urgence du matériel roulant arrivant à la gare du terminal,
 - services voyageurs pour les services de nuit comprenant notamment des arrêts commerciaux dans une gare située sur le réseau de la société de chemins de fer, sécurité des voyageurs aux terminaux ou dans les trains, utilisation de systèmes de réservation, distribution de systèmes de réservation aux points de vente,
 - services de *marketing* en coopération avec ENS, mais à l'exclusion de la distribution de billets.
- (13) Outre les services mentionnés ci-dessus, EPS et la SNCF conviennent d'assurer la traction ferroviaire sur le trajet du tunnel sous la Manche, en fournissant notamment les locomotives appropriées, les équipages et les sillons horaires.
- (14) Le service requiert un matériel roulant spécialisé pouvant circuler sur des réseaux ferroviaires différents et conforme aux exigences en matière de sécurité pour la traversée du tunnel.

⁽¹⁾ JO n° L 237 du 24. 8. 1991, p. 25.

- (15) Pour l'achat de ce matériel roulant, les entreprises ferroviaires participantes (BR, DB, NS, SNCF) ont conclu par l'intermédiaire d'ENS un accord de vente et de cession-bail, en vertu duquel les bailleurs sont convenus de louer le matériel roulant à ENS pour une période initiale de vingt ans.

II. APPRÉCIATION JURIDIQUE

A. Les dispositions juridiques applicables

- (16) Les entreprises parties à l'accord ont demandé une exemption au titre du seul article 5 du règlement (CEE) n° 1017/68. Toutefois, l'accord en cause étant susceptible d'avoir des effets dans le territoire de l'Espace économique européen, il convient également d'apprécier sa licéité au regard de l'article 53 de l'accord EEE. Dès lors, l'analyse suivante au titre des articles 85 et 86 du traité vaut également pour les dispositions équivalentes de l'accord EEE.

B. Le marché en cause

a) *Le marché des services*

- (17) Il résulte de la jurisprudence de la Cour de justice que « la notion de marché implique qu'une concurrence effective puisse exister entre les produits ou les services qui en font partie, ce qui suppose un degré suffisant d'interchangeabilité en vue du même usage entre tous les services faisant partie d'un même marché »⁽¹⁾.
- (18) Dès lors, s'agissant de transports de passagers, la seule substituabilité technique entre différents modes de transport ne saurait suffire à démontrer l'appartenance de ceux-ci à un même marché.
- (19) Il convient d'apprécier dans quelle mesure ces différents modes de transport présentent, pour les usagers, un degré suffisant d'interchangeabilité.
- (20) Dans le cas d'espèce, les services offerts par ENS visent essentiellement deux catégories différentes de clients : d'une part, les personnes qui voyagent pour des raisons professionnelles, d'autre part, des personnes qui voyagent dans le cadre de leurs loisirs.
- (21) La première catégorie de clients recherche un mode de transport rapide, offrant un niveau de confort élevé, et des fréquences et des horaires adaptés à leurs contraintes professionnelles. Le prix du transport n'intervient pas comme élément déterminant pour le choix du mode de transport.
- (22) Les personnes qui effectuent un voyage d'agrément et prennent en charge le coût de ce voyage accordent par contre une importance plus grande au prix

du transport. La rapidité, le confort et les fréquences ne constituent pas des éléments déterminants.

- (23) Cette différence de comportement est notamment soulignée par l'Institut du transport aérien dans son étude relative aux complémentarités train/avion en Europe⁽²⁾.
- (24) Dans la même étude, l'Institut du transport aérien a également mis en évidence que le train à grande vitesse et l'avion sont essentiellement concurrents pour les transports sur des distances comprises entre 350 et 1 000 kilomètres.
- (25) Dès lors, il convient de constater dans le cas d'espèce l'existence de deux marchés des services.
- (26) D'une part, un marché du transport des personnes qui voyagent pour affaires et pour qui le transport aérien en vol régulier et le transport ferroviaire à grande vitesse constituent des modes de transport substituables.

Les trains de nuit exploités par ENS constituent également un service substituable en raison de leur niveau de confort et des horaires particulièrement adaptés pour les voyages d'affaires.

- (27) D'autre part, un marché du transport des personnes qui voyagent dans le cadre de leurs loisirs, pour qui les services substituables peuvent comprendre l'avion en classe économique, le train, l'autobus et éventuellement la voiture individuelle.

b) *Le marché géographique*

- (28) À ce sujet, il convient de rappeler que la Cour de justice, dans son arrêt dans l'affaire 66/86, Ahmed Saeed Flugreisen⁽³⁾, a exclu l'existence d'un marché global des transports de voyageurs.

La Cour a précisé que le « critère à retenir est celui de savoir si le vol régulier sur une certaine ligne peut être individualisé par rapport aux possibilités alternatives de transport, par ses caractéristiques particulières qui ont pour résultat qu'il soit peu interchangeable avec elles et ne subisse leur concurrence que d'une manière peu sensible ».

- (29) Dès lors, la Commission est d'avis que le marché géographique en cause ne recouvre pas l'ensemble du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et des pays du Benelux, mais doit être limité aux lignes effectivement desservies par ENS, soit :
- Londres-Amsterdam,
 - Londres-Francfort/Dortmund,
 - Paris-Glasgow/Swansea,
 - Bruxelles-Glasgow/Plymouth.

⁽¹⁾ Arrêt du 13 février 1979, Hoffmann-La Roche/Commission, affaire 85/76, Recueil 1979, p. 461, point 28 des motifs.

⁽²⁾ ITA/Paris, décembre 1991.

⁽³⁾ Arrêt du 11 avril 1989, Recueil 1989, p. 803, point 40 des motifs.

C. La notion d'accord

(30) ENS est une société de droit britannique au capital de 100 000 livres sterling réparti entre :

— EPS :	61,5 %,
— TNT (SNCF) :	11,5 %,
— GR UK (DB) :	13,5 %,
— NS :	13,5 %.

Bien qu'EPS possède la majorité du capital, chaque entreprise ferroviaire est représentée par un membre au conseil d'administration d'ENS et la plupart des décisions importantes demandent l'accord de tous les membres.

(31) ENS est donc une entreprise conjointement contrôlée par quatre entreprises, celles-ci étant soit filiales d'entreprise ferroviaire, soit entreprises ferroviaires. ENS constitue dès lors une entreprise commune au sens de la communication de la Commission relative aux entreprises communes ⁽¹⁾.

(32) Il est prévu qu'ENS développe ses activités de façon durable et prenne en charge toutes les fonctions d'une unité économique autonome.

(33) Il convient également de constater que les entreprises fondatrices d'ENS ne se retirent pas de façon permanente du marché en cause. Celles-ci disposent des moyens techniques et financiers pour aisément créer un regroupement international au sens de l'article 3 de la directive 91/440/CEE et fournir des services de transport nocturne de passagers.

(34) Par ailleurs, EPS, SNCF, DB et NS restent prioritairement actives sur un marché en amont du marché d'ENS, celui des services ferroviaires indispensables que les entreprises ferroviaires vendent aux opérateurs de transport, notamment à ENS.

(35) En conséquence, la Commission est d'avis que l'entreprise commune ENS a pour objet et pour effet une coordination du comportement concurrentiel d'entreprises qui restent indépendantes.

(36) ENS constitue dès lors une entreprise commune de nature coopérative qui entre dans le champ d'application de l'article 85 du traité CE.

(37) Les accords d'exploitation, conclus entre d'une part ENS et d'autre part chacune des entreprises ferroviaires suivantes : EPS, NS, DB, SNCF, SNCB, constituent des accords au sens de l'article 85 du traité.

D. Les restrictions de concurrence

a-1) *Restrictions de concurrence entre fondateurs et effets vis-à-vis des tiers*

(38) Aux fins d'apprécier les restrictions de concurrence actuelles et potentielles, il convient de rappeler le cadre juridique dans lequel les entreprises ferroviaires fournissent leurs services.

(39) En vertu de l'article 10 de la directive 91/440/CEE, dans le domaine du transport de passagers, les regroupements internationaux d'entreprises ferroviaires disposent de droits d'accès sur les infrastructures ferroviaires des États membres où elles sont établies ainsi que de droits de transit sur les infrastructures des autres États membres aux fins de réaliser des transports internationaux.

(40) Ces possibilités sont ouvertes aux entreprises ferroviaires existantes ainsi qu'à d'éventuelles nouvelles entreprises ferroviaires, y compris à des filiales des entreprises existantes.

(41) Les dispositions de ladite directive laissent aux États membres la possibilité d'adopter des législations nationales plus libérales en matière d'accès à l'infrastructure.

(42) Dès lors, DB ou NS ont la possibilité de constituer un regroupement international avec une entreprise ferroviaire établie au Royaume-Uni et d'exploiter des services de transport internationaux en achetant à Eurotunnel, en qualité de gestionnaire d'infrastructures, les sillons horaires nécessaires pour traverser le tunnel sous la Manche.

(43) De même, une entreprise ferroviaire partie à l'accord a la possibilité de créer une filiale spécialisée en qualité d'opérateur de transport, aux fins d'exploiter des services de transport internationaux en achetant aux entreprises ferroviaires concernées les services ferroviaires indispensables.

(44) Enfin, une entreprise ferroviaire peut se placer elle-même en situation d'opérateur de transport et exploiter des services internationaux en achetant aux entreprises concernées les services ferroviaires indispensables.

(45) Or, en confiant l'exploitation et la commercialisation de ces services à ENS, EPS, SNCF, DB et NS annulent ou restreignent considérablement ces possibilités de concurrence.

(46) Par ailleurs, les sociétés mères d'ENS conservent une position dominante pour la fourniture des services ferroviaires dans leur État d'origine, notamment en ce qui concerne les locomotives spécialisées pour le tunnel sous la Manche, et ENS disposera d'un accès direct à ces services conformément aux accords d'exploitation conclus avec EPS, SNCF,

⁽¹⁾ JO n° C 43 du 16. 2. 1993, p. 2.

DB, NS et SNCB. L'existence de relations privilégiées entre les sociétés mères et ENS risque ainsi de placer les autres opérateurs dans une situation concurrentielle défavorable pour l'acquisition de services ferroviaires indispensables.

(47) De même, il convient de prendre en considération la convention d'utilisation signée entre Eurotunnel et BR/SNCF. Même si en application du droit communautaire, BR et SNCF ne devraient pas pouvoir bénéficier de la totalité des sillons disponibles pour les trains internationaux, elles disposeront néanmoins d'une partie significative de ces sillons pour exploiter des trains internationaux et faire face à leurs engagements vis-à-vis d'Eurotunnel.

(48) Dès lors, eu égard à la puissance économique des entreprises fondatrices, la création d'ENS risque d'entraver l'accès au marché d'opérateurs de transport susceptibles de concurrencer ENS.

a-2) *Renforcement des restrictions résultant de la présence de réseaux d'entreprises communes*

(49) D'une façon générale, des réseaux d'entreprises communes peuvent restreindre d'une façon particulière la concurrence parce qu'ils renforcent les effets d'entreprises communes individuelles sur la politique commerciale des fondateurs ainsi que sur la position des tiers sur le marché.

(50) Dès lors, la création de toute nouvelle entreprise commune renforce chaque fois les liens entre les fondateurs de telle sorte que la concurrence qui existe encore entre eux s'en trouve davantage affaiblie. Tel est le cas lorsque les fondateurs créent plusieurs entreprises communes pour des services complémentaires, ou des services non complémentaires.

(51) La Commission considère que tel est le cas pour la présente affaire. BR/EPS, SNCF, DB et NS participent à différents degrés à un réseau d'entreprises communes pour l'exploitation de services de transport de marchandises et de voyageurs, notamment *via* le tunnel sous la Manche. BR et SNCF participent ainsi à la création d'Allied Continental Intermodal pour le transport combiné de marchandises et BR participe avec la SNCB à la création d'Autocare Europe pour le transport ferroviaire de véhicules automobiles.

(52) La création d'ENS s'insère dans ce réseau d'entreprises communes et limite encore davantage la concurrence entre les parties.

(53) En conséquence, il résulte des éléments visés aux considérants 38 à 52 que les accords relatifs à ENS ont pour objet et pour effet de restreindre la concurren-

rence en violation des dispositions de l'article 85 paragraphe 1 du traité.

E. Affectation du commerce entre États membres

(54) ENS a pour objet l'exploitation de services de transport entre certaines localités du Royaume-Uni et certaines localités du continent européen. Cet accord affecte donc le commerce entre États membres.

F. Article 3 du règlement (CEE) n° 1017/68

(55) Il ressort du libellé de cet article qu'il s'applique aux accords qui ont pour seul objet et pour seul effet :

- l'application d'améliorations techniques
- ou
- la coopération technique,

étant entendu que, pour atteindre ces objectifs, les entreprises disposent des moyens énumérés par ledit article 3 points a) à g).

(56) Il ressort de la notification présentée par les entreprises en cause que le principal objet de l'entreprise commune est la commercialisation de services de transport de passagers entre le Royaume-Uni et le Continent.

(57) Par ailleurs, sur le plan commercial, l'entreprise commune vise notamment à :

- exploiter les opportunités commerciales créées par l'ouverture du tunnel sous la Manche pour le transport de passagers,
- permettre à EPS et à la SNCF d'exploiter des trains internationaux *via* le tunnel sous la Manche conformément à leurs obligations en vertu de la convention d'utilisation qu'ils ont signée avec Eurotunnel,
- partager les risques financiers liés à l'exploitation de trains réguliers dès l'ouverture du tunnel.

(58) Dès lors, la Commission considère que l'accord ENS n'a pas pour seul objet et pour seul effet l'application d'améliorations techniques ou la coopération technique et que les conditions prévues à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1017/68 ne sont pas réunies.

G. Article 5 du règlement (CEE) n° 1017/68

a) *La contribution au progrès économique*

(59) Dans le contexte de l'ouverture du tunnel sous la Manche, la création d'ENS favorise la mise en place de nouveaux services de transport d'un niveau qualitatif élevé.

Pour les personnes voyageant pour des raisons professionnelles, ENS offre un service substituable au transport aérien qui n'existait pas antérieurement.

Les services offerts par ENS sont ainsi de nature, dans certaines circonstances, à accroître la concurrence entre les modes de transport.

- (60) Par ailleurs, l'accord en cause, en assurant l'essor du trafic entre le Royaume-Uni et le Continent, concourt à la réussite du tunnel sous la Manche.

D'une façon générale, la constitution d'ENS est donc de nature à promouvoir le progrès économique.

b) *Avantages pour les utilisateurs*

- (61) Les utilisateurs tirent un avantage direct de la constitution d'ENS qui leur proposera de nouveaux services de transport de qualité. Par ailleurs, les utilisateurs tireront un avantage de la concurrence entre ces nouveaux services et les services de transport aérien.

c) *Caractère indispensable des restrictions*

- (62) Les conditions juridiques de fonctionnement du marché permettent aux entreprises ferroviaires de fournir éventuellement les services en cause selon des modalités différentes.
- (63) Il convient toutefois de prendre en compte les spécificités du cas d'espèce, particulièrement le fait qu'il s'agit de services totalement nouveaux, dont l'efficacité requiert la mise en place immédiate de trains empruntant de façon régulière plusieurs itinéraires, et impliquant donc des risques financiers importants qu'une entreprise seule pourrait difficilement supporter.
- (64) Par ailleurs, la mise en commun du savoir-faire de chaque entreprise ferroviaire sur son territoire constitue un atout important pour assurer la réussite du projet.
- (65) Dès lors, la Commission est d'avis que les restrictions de la concurrence qui résultent de la constitution d'ENS sont nécessaires au moins pendant une période transitoire, et compte tenu de la situation spécifique du marché en cause.
- (66) Il convient toutefois que la Commission impose une condition visant à s'assurer que les restrictions de concurrence continuent à ne pas excéder ce qui est indispensable et à garantir la présence sur le marché d'opérateurs de transport ferroviaire concurrents d'ENS.

d) *Absence d'élimination de la concurrence*

- (67) S'agissant du marché du transport de passagers qui voyagent pour affaires, des services substituables sont offerts par les entreprises de transport aérien.

- (68) Les passagers qui voyagent à des fins de loisirs peuvent, pour leur part, avoir recours au transport aérien, ou au transport par autobus ainsi qu'au transport maritime.

- (69) Par ailleurs, d'autres opérateurs de transport, similaires à ENS, doivent être en mesure de fournir des services concurrents en achetant aux entreprises ferroviaires les services ferroviaires indispensables.

- (70) Dans ces conditions, la création d'ENS n'élimine pas toute concurrence sur le marché en cause.

H. *Modalités de l'exemption*

- (71) En vertu des dispositions de l'article 13 du règlement (CEE) n° 1017/68, la décision d'exemption doit indiquer pour quelle période elle s'applique et peut être assortie de conditions et de charges.

- (72) En vue de l'octroi d'une décision d'exemption, la Commission a l'obligation d'analyser l'accord dans le contexte économique dans lequel il est appelé à fonctionner.

- (73) La durée de l'exemption dépend donc notamment de la période pendant laquelle il peut être raisonnablement considéré que les conditions de fonctionnement du marché ne seront pas sensiblement modifiées.

- (74) Dans le cas d'espèce, cette évaluation est difficile en raison notamment du fait qu'il s'agit d'un nouveau service et que les conditions de fonctionnement du secteur des transports ferroviaires sont sensiblement modifiées à la suite de l'adoption de la directive 91/440/CEE.

- (75) Par ailleurs, il importe également de prendre en considération le fait que les entreprises en cause ont consenti des investissements importants dont la rentabilité ne peut être acquise qu'après plusieurs années, sans que le montant des investissements constitue toutefois un élément déterminant pour la fixation de la période de l'exemption, l'acquisition de matériel en commun étant en effet dissociable des modalités d'exploitation commerciale de celui-ci.

- (76) À cet égard, il convient de noter que, dans le domaine du transport combiné de marchandises, qui requiert également du matériel spécifique et onéreux, les entreprises ferroviaires ont fait savoir à la Commission qu'une période de cinq années est nécessaire pour mettre en place et assurer la viabilité de nouveaux services.

- (77) Dans le cas d'espèce, il peut être considéré que le risque commercial est plus important en raison notamment du fait qu'il s'agit d'un service qui, sur le plan qualitatif, est tout à fait nouveau.

- (78) Dès lors, la Commission considère que la durée de l'exemption peut être fixée à huit années soit jusqu'au 31 décembre 2002. Cette décision prend toutefois effet à compter de la date de notification des accords le 29 janvier 1993.

- (79) L'octroi de l'exemption doit cependant être soumis à certaines conditions destinées à éviter que les restrictions de concurrence excèdent ce qui est indispensable.
- (80) Pour ce faire, les nouveaux entrants sur le marché, regroupements d'entreprises ferroviaires ou opérateurs de transport, qui ne sont pas en mesure de fournir eux-mêmes les services ferroviaires indispensables ou une partie de ceux-ci, doivent pouvoir acquérir auprès des entreprises ferroviaires parties à l'accord ENS, les mêmes services ferroviaires indispensables que celles-ci se sont engagées à vendre à leur filiale.
- (81) Ces services concernent la fourniture de la locomotive, de son équipage et du sillon horaire sur chaque réseau national ainsi que dans le tunnel sous la Manche. Les entreprises ferroviaires parties à l'accord ne doivent toutefois pas être tenues de fournir un sillon horaire si le demandeur intervient en qualité de regroupement d'entreprises ferroviaires au sens de l'article 10 de la directive 91/440/CEE et peut donc demander lui-même ce sillon aux gestionnaires d'infrastructures concernés.
- (82) Sur leurs réseaux, les entreprises ferroviaires doivent fournir ces services dans les mêmes conditions techniques et financières que celles accordées par les entreprises ferroviaires à ENS.
- (83) Les entreprises ferroviaires ne doivent pas être tenues de fournir ces services si le nouvel entrant est en mesure de les fournir lui-même ou si elles ne disposent pas des moyens de traction nécessaires.
- (84) Ces obligations doivent s'entendre indépendamment des obligations générales qui pèsent sur les entreprises ferroviaires en vertu des dispositions de l'article 86 du traité,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1017/68 et à l'article 53 paragraphe 3 de l'accord sur l'Espace économique européen, les dispositions de l'article 85 paragraphe 1 du traité CE et de l'article 53 paragraphe 1 de l'accord EEE sont déclarées inapplicables aux accords relatifs à European Night Services Limited, ci-après ENS.

Cette exemption prend effet le 29 janvier 1993 et se termine le 31 décembre 2002.

Article 2

L'exemption visée à l'article 1^{er} est assortie de la condition que les entreprises ferroviaires parties à l'accord ENS fournissent en tant que de besoin à tout regroupement international d'entreprises ferroviaires ou à tout opérateur de transport souhaitant exploiter des trains de nuit de passagers empruntant le tunnel sous la Manche, les services ferroviaires indispensables que celles-ci se sont engagées à fournir à ENS. Ces services concernent la fourniture de la locomotive, de son équipage et du sillon horaire sur chaque réseau national, ainsi que dans le tunnel sous la Manche. Les entreprises ferroviaires doivent fournir ces services sur leurs réseaux dans les mêmes conditions techniques et financières que celles accordées à ENS.

Article 3

Les entreprises suivantes sont destinataires de la présente décision :

- European Passenger Services
EPS House
Waterloo Station
GB-London SE1 8SE,
- SNCF
88, rue Saint-Lazare
F-75009 Paris,
- Deutsche Bahn AG
Friedrich-Ebert-Anlage 43-45
D-60327 Frankfurt am Main,
- NV Nederlandse Spoorwegen
Hoofddirectie
Moreelsepark
Postbus 2025
NL-3500 HA Utrecht,
- European Night Services Limited
Mercury House
117 Waterloo Road
GB-London SE1 8UL.

Fait à Bruxelles, le 21 septembre 1994.

Par la Commission

Karel VAN MIERT

Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 27 septembre 1994

modifiant certaines informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CEE) n° 55/87 établissant la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres autorisés à pêcher à l'aide de chaluts à perches dans certaines zones côtières de la Communauté

(94/664/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3094/86 du Conseil, du 7 octobre 1986, prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3919/92⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 55/87 de la Commission, du 30 décembre 1986, établissant la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres autorisés à pêcher à l'aide de chaluts à perches dans certaines zones de la communauté⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3410/93⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

considérant que les autorités des États membres concernés ont demandé des modifications aux informations figurant sur la liste prévue à l'article 9 paragraphe 3 point b) du règlement (CEE) n° 3094/86; que ces demandes contiennent tous les renseignements justifiant les demandes au titre de l'article 3 du règlement (CEE) n° 55/87; que l'appréciation de ces renseignements fait ressortir leur conformité à la disposition précitée et qu'il y a lieu, dès lors, de modifier les informations sur la liste figurant à l'annexe dudit règlement,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Les informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CEE) n° 55/87 sont modifiées conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 27 septembre 1994.

Par la Commission

Yannis PALEOKRASSAS

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 288 du 11. 10. 1986, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 397 du 31. 12. 1992, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 8 du 10. 1. 1987, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 310 du 14. 12. 1993, p. 27.

ANEXO — BILAG — ANHANG — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — BIJLAGE — ANEXO

Matrícula y folio	Nombre del barco	Indicativo de llamada de radio	Puerto base	Potencia del motor (kW)
Havnekendingsbogstaver og -nummer	Fartøjets navn	Radio-kaldesignal	Registreringshavn	Maskin-effekt (kW)
Äußere Identifizierungskennbuchstaben und -nummern	Name des Schiffes	Rufzeichen	Registrierhafen	Motorstärke (kW)
Εξωτερικά στοιχεία και αριθμοί αναγνώρισης	Όνομα σκάφους	Αριθμός κλήσης ασυρμάτου	Λιμένας νηολόγησης	Ισχύς κινητήρος (kW)
External identification letters + numbers	Name of vessel	Radio call sign	Port of registry	Engine power (kW)
Numéro d'immatriculation lettres + chiffres	Nom du bateau	Indicatif d'appel radio	Port d'attache	Puissance motrice (kW)
Identificazione esterna lettere + numeri	Nome del peschereccio	Indicativo di chiamata	Porto di immatricolazione	Potenza motrice (kW)
Op de romp aangebrachte identificatieletters en -cijfers	Naam van het vaartuig	Roepletters	Haven van registratie	Motorvermogen (kW)
Identificação externa letras + números	Nome do navio	Indicativo de chamada	Porto de registo	Potência motriz (kW)
1	2	3	4	5

A. Datos que se retiran de la lista — Oplysninger, der skal slettes i listen — Aus der Liste herauszunehmende Angaben — Στοιχεία που διαγράφονται από τον κατάλογο — Information to be deleted from the list — Renseignements à retirer de la liste — Dati da togliere dall'elenco — Inlichtingen te schrappen uit de lijst — Informaçōes a retirar da lista

BÉLGICA / BELGIEN / BELGIEN / ΒΕΛΓΙΟ / BELGIUM / BELGIQUE / BELGIO / BELGIË / BÉLGICA

O	32	Jessica	OPBF	Oostende	99
---	----	---------	------	----------	----

ALEMANIA / TYSKLAND / DEUTSCHLAND / ΓΕΡΜΑΝΙΑ / GERMANY / ALLEMAGNE / GERMANIA / DUITSLAND / ALEMANHA

ACC	6	Godenwind	DCCA	Accumersiel	175
DOR	12	Sirius	DESC	Dorum	165
TÖN	1	Paloma	DJET	Tönning	74
WRE	3	Falke	DESJ	Wremen	169

DINAMARCA / DANMARK / DÄNEMARK / ΔΑΝΙΑ / DENMARK / DANEMARK / DANIMARCA / DENEMARKEN / DINAMARCA

R	75	Connie Vinther	OWNQ	Hvide Sande	220
---	----	----------------	------	-------------	-----

1	2	3	4	5
PAÍSES BAJOS / NEDERLANDENE / NIEDERLANDE / ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ / NETHERLANDS / PAYS-BAS / PAESI BASSI / NEDERLAND / PAÍSES BAIXOS				
BR 35	Broedertrouw	PDGH	Oostburg-Breskens	221
BR 39	Elena	PDVE	Oostburg-Breskens	188
HA 92			Harlingen	162
HD 9	Nieuwe Diep	PGGP	Den Helder	162
HD 14	Skagerak	PHMI	Den Helder	221
KG 12	Jozias Tannetje	PFFI	Kortgene	221
OD 18	Johannes Lars		Ouddorp	221
TH 22	Levina		Tholen	118
UK 321	Hessel van Urk	PERF	Urk	221
WL 21	Annie	PERZ	Westdongeradeel	134
WR 15	Pieter Cornelis	PGSW	Wieringen	134
WR 16			Wieringen	96
WR 243	De Noordster		Wieringen	24
YE 137	Neeltje		Yerseke	221
ZK 3	Geja		Ulrum-Lauwersoog	121

B. Datos que se añaden a la lista — Oplysninger, der skal anføres i listen — In die Liste hinzuzufügende Angaben — Στοιχεία που προστίθενται στον κατάλογο — Information to be added to the list — Renseignements à ajouter à la liste — Dati da aggiungere all'elenco — Inlichtingen toe te voegen aan de lijst — Informações a aditar à lista

BÉLGICA / BELGIEN / BELGIEN / ΒΕΛΓΙΟ / BELGIUM / BELGIQUE / BELGIO / BELGIË / BÉLGICA

O 229	Liberty	OPIU	Oostende	218
-------	---------	------	----------	-----

ALEMANIA / TYSKLAND / DEUTSCHLAND / ΓΕΡΜΑΝΙΑ / GERMANY / ALLEMAGNE / GERMANIA /
DUITSLAND / ALEMANHA

ACC 6	Godewind	DCCA	Accumersiel	175
CUX 15	Paloma	DJET	Cuxhaven	74
DOR 12	Sirius	DESC	Dorum	162
NC 306	Michiel	DFOL	Cuxhaven	220
WRE 3	Falke	DESJ	Wremen	184

DINAMARCA / DANMARK / DÄNEMARK / ΔΑΝΙΑ / DENMARK / DANEMARK /
DANIMARCA / DENEMARKEN / DINAMARCA

HV 5	Nordlys	OZZY	Havneby	199
RI 75	Connie Vinther	OWNQ	Hvide Sand	220

PAÍSES BAJOS / NEDERLANDENE / NIEDERLANDE / ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ / NETHERLANDS / PAYS-BAS /
PAESI BASSI / NEDERLAND / PAÍSES BAIXOS

BR 35	Broedertrouw	PFDU	Oostburg-Breskens	221
BR 39	Elena	PDVE	Oostburg-Breskens	188
HD 9	Nieuwe Diep	PGGP	Den Helder	221
OD 18	Johannes Lars	PDGH	Ouddorp	221
WL 21	Annie	PCRZ	Westdongeradeel	134
WR 15	Pieter Cornelis	PGSW	Wieringen	220
WR 16			Wieringen	97
WR 243	De Noordnster		Wieringen	24
YE 137	Wilhelmina		Yerseke	157

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 27 septembre 1994

modifiant certaines informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 3438/93 établissant pour 1994 la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres, autorisés à pêcher la sole dans certaines zones de la Communauté à l'aide de chaluts à perches dont la longueur totale dépasse neuf mètres

(94/665/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3094/86 du Conseil, du 7 octobre 1986, prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3919/92⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 3554/90 de la Commission, du 10 décembre 1990, établissant les modalités pour l'établissement de la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres, qui sont autorisés à pêcher la sole dans certaines zones de la Communauté à l'aide de chaluts à perches dont la longueur totale dépasse neuf mètres⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3407/93⁽⁴⁾, et notamment son article 2,considérant que le règlement (CE) n° 3438/93 de la Commission⁽⁵⁾ établit pour 1994 la liste des bateaux dont la longueur hors tout dépasse huit mètres autorisés à pêcher la sole dans certaines zones de la Communauté à l'aide de chaluts à perches dont la longueur totale dépasse neuf mètres prévue à l'article 9 paragraphe 3 point c) du règlement (CEE) n° 3094/86 ;

considérant que les autorités des États membres concernés ont demandé des modifications aux informations figurant sur ladite liste ; que ces demandes contiennent tous les renseignements justifiant les demandes au titre de l'article 2 du règlement (CEE) n° 3554/90 ; que l'appréciation de ces renseignements fait ressortir leur conformité à la disposition précitée et qu'il y a lieu, dès lors, de modifier les informations figurant sur cette liste,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Les informations sur la liste figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 3438/93 sont modifiées conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 27 septembre 1994.

Par la Commission

Yannis PALEOKRASSAS

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 288 du 11. 10. 1986, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 397 du 31. 12. 1992, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 346 du 11. 12. 1990, p. 11.⁽⁴⁾ JO n° L 310 du 14. 12. 1993, p. 19.⁽⁵⁾ JO n° L 314 du 16. 12. 1993, p. 17.

ANEXO — BILAG — ANHANG — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ — ANNEX — ANNEXE — ALLEGATO — BIJLAGE — ANEXO

Matrícula y folio	Nombre del barco	Indicativo de llamada de radio	Puerto base	Potencia del motor (kW)
Havnekendingsbogstaver og -nummer	Fartøjets navn	Radio-kaldesignal	Registreringshavn	Maskineffekt (kW)
Äußere Identifizierungskennbuchstaben und -nummern	Name des Schiffes	Rufzeichen	Registrierhafen	Motorstärke (kW)
Εξωτερικά στοιχεία και αριθμοί αναγνώρισης	Όνομα σκάφους	Αριθμός κλήσης ασυρμάτου	Λιμένας νηολόγησης	Ισχύς κινητήρος (kW)
External identification letters + numbers	Name of vessel	Radio call sign	Port of registry	Engine power (kW)
Numéro d'immatriculation lettres + chiffres	Nom du bateau	Indicatif d'appel radio	Port d'attache	Puissance motrice (kW)
Identificazione esterna lettere + numeri	Nome del peschereccio	Indicativo di chiamata	Porto di immatricolazione	Potenza motrice (kW)
Op de romp aangebrachte identificatieletters en -cijfers	Naam van het vaartuig	Roepletters	Haven van registratie	Motorvermogen (kW)
Identificação externa letras + números	Nome do navio	Indicativo de chamada	Porto de registo	Potência motriz (kW)
1	2	3	4	5

A. Datos que se retiran de la lista — Oplysninger, der skal slettes i listen — Aus der Liste herauszunehmende Angaben — Στοιχεία που διαγράφονται από τον κατάλογο — Information to be deleted from the list — Renseignements à retirer de la liste — Dati da togliere dall'elenco — Inlichtingen te schrappen uit de lijst — Informações a retirar da lista

ALEMANIA / TYSKLAND / DEUTSCHLAND / ΓΕΡΜΑΝΙΑ / GERMANY / ALLEMAGNE / GERMANIA / DUITSLAND / ALEMANHA

ACC 6	Godenwind	DCCA	Accumersiel	175
DOR 12	Sirius	DESC	Dorum	165
NEU 226	Keen Tied	DCBQ	Neuharlingersiel	147
NEU 227	Störtebeker	DLYJ	Neuharlingersiel	175
NEU 233	Jan van Gent	DGWK	Neuharlingersiel	176
SC 20	Wiking Bank	DISA	Büsum	220
TÖN 1	Paloma	DJET	Tönning	74

1	2	3	4	5
PAÍSES BAJOS / NEDERLANDENE / NIEDERLANDE / ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ / NETHERLANDS / PAYS-BAS / PAESI BASSI / NEDERLAND / PAÍSES BAIXOS				
OD 18	Johannes Lars		Ouddorp	221
WR 57	Jacoba	PEYI	Wieringen	220
WR 89	Geja Anjo		Wieringen	175
WR 98	Else Jeanette		Wieringen	221
WR 177	Neeltje Alida	PGEU	Wieringen	221
ZK 36	Lauwers		Ulrum-Zoutkamp	110

B. Datos que se añaden a la lista — Oplysninger, der skal anføres i listen — In die Liste hinzuzufügende Angaben — Στοιχεία που προστίθενται στον κατάλογο — Information to be added to the list — Renseignements à ajouter à la liste — Dati da aggiungere all'elenco — Inlichtingen toe te voegen aan de lijst — Informações a aditar à lista

ALEMANIA / TYSKLAND / DEUTSCHLAND / ΓΕΡΜΑΝΙΑ / GERMANY / ALLEMAGNE / GERMANIA / DUISLAND / ALEMANHA

ACC 6	Godewind	DCCA	Accumersiel	175
CUX 15	Paloma	DJET	Cuxhaven	74
DOR 12	Sirius	DESC	Dorum	162
NC 306	Michiel	DFOL	Cuxhaven	220
SC 20	Wiking Bank	DISA	Büsum	220

PAÍSES BAJOS / NEDERLANDENE / NIEDERLANDE / ΚΑΤΩ ΧΩΡΕΣ / NETHERLANDS / PAYS-BAS / PAESI BASSI / NEDERLAND / PAÍSES BAIXOS

OD 18	Johannes Lars	PDGH	Ouddorp	221
WR 15	Pieter Cornelis	PGSW	Wieringen	220
WR 102	Limanda		Wieringen	221
WR 129	Grietje Hendrika	PEKX	Wieringen	221
WR 244	Texelstroom	PHXZ	Wieringen	220
ZK 40	Morgenster		Ulrum-Zoutkamp	221

RECTIFICATIFS

**Rectificatif à la directive 94/36/CE du Parlement européen et du Conseil, du 30 juin 1994,
concernant les colorants destinés à être employés dans les denrées alimentaires**

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 237 du 10 septembre 1994.)

Page 22, dans la colonne de gauche du tableau, première position, troisième et quatrième lignes :

au lieu de : « ... marque nationale luxembourgeoise, eau de vie, ... »,

lire : « ... marque nationale luxembourgeoise), eau de vie, ... ».